



## ***De quoi le refus de Bayrou de participer au gouvernement est-il le révélateur ?***

Le refus de François Bayrou, Président du Modem, de participer au gouvernement Attal a fait l'objet de nombreux commentaires politiques. Chacun essayant, à sa manière, de décrypter les intentions des uns et des autres pour leur futur politique dans le contexte de la recherche par la classe capitaliste d'une solution politique absorbant à la fois le mécontentement grandissant et lui permettant d'accélérer la liquidation des conquêtes de la classe laborieuse. De ce point de vue rappelons que, pour un futur proche, le Rassemblement National, parti du capital, est en *pole position*, adoubé et mis en valeur comme alternative possible par les capitalistes.

Dans l'immédiat, la poursuite du quinquennat Macron exige de trouver une solution politique permettant de s'attaquer frontalement aux droits des salariés et de les remettre profondément en cause. Pas si simple ! et passé *l'effet jeunesse* d'un premier Ministre dont la côte de popularité s'est effondrée en quelques jours, nous sommes comme on dit : *dans le dur* !

Quand les grands monopoles, ceux du CAC 40 distribuent plus de 90 milliards d'euros à leurs actionnaires, sur fond d'une crise économique et sociale qui plonge nombre de salariés, de retraités et de jeune dans la misère ou à sa lisière, il faut du point de vue des capitalistes aller bien plus loin dans l'exploitation et la soumission de ceux, de la classe laborieuse, qui produisent ces richesses que les capitalistes accaparent. C'est d'autant plus vrai que les perspectives mondiales s'assombrissent à la fois du point de vue de la croissance, des échanges marchands et des tensions au sein de l'impérialisme conduisant à l'exacerbation des conflits y compris militaires. Si les guerres entretiennent et gonflent les profits des monopoles de l'armement, elle n'est pas de nature à régler durablement une nouvelle crise du capitalisme mondial qui voit s'envoler les dettes publiques et qui conduit les États à subventionner massivement le capital en s'attaquant aux salariés, mettant en cause le prix de la force de travail.

Face à cette situation, deux attitudes sont possibles. La première consiste à tenter de concilier l'inconciliable à savoir les intérêts des capitalistes et ceux des salariés. Toute l'expérience historique montre que cette démarche ne mène qu'au renforcement du système d'exploitation et de domination capitaliste, c'est ce que l'on nomme la *collaboration de classe*. La deuxième, c'est d'organiser la lutte sociale et politique sur la base des intérêts de la classe laborieuse avec l'objectif d'en finir avec le système capitaliste prédateur de l'Homme et de la nature avec l'objectif de mettre fin à ce système pour construire une société de coopération des producteurs et des peuples, une société de liberté : une société socialiste. Dans cette voie, il n'y a que la lutte des classes et c'est la voie que nous avons choisie comme Parti Révolutionnaire Communistes.

Mais nous ne serions que des idéalistes rêveurs, si dans le même temps, nous n'associons pas la lutte de classe pour les revendications immédiates et vitales à celle d'une perspective de changement de société. C'est pourquoi, nous disons qu'il est possible tout de suite de satisfaire les revendications populaires, celles des travailleurs, des retraités et de la jeunesse sur les salaires, les pensions, l'emploi et les conditions de travail.